

Le 27 mars 2026

Par courriel: mark.carney@parl.gc.ca

Le très honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada

Bureau du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N2

Objet : Approvisionnement pour le remplacement du parc ferroviaire de VIA Rail pour les liaisons longues distances, régionales et éloignées

Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris au nom des 320 000 membres d'Unifor partout au Canada, notamment celles et ceux œuvrant dans le secteur de la fabrication et du transport. Nos membres sont fiers de construire et de faire fonctionner des véhicules de transport, des autobus, des véhicules automobiles, des camions lourds, des avions et des navires. Notre syndicat milite depuis longtemps en faveur de politiques et de décisions en matière d'approvisionnement qui profiteront aux travailleuses et travailleurs canadiens et qui renforceront notre propre économie.

Les membres d'Unifor travaillent au sein des services de transport collectifs nationaux et régionaux, notamment à VIA Rail. Les transports collectifs ainsi que les services de transport représentent un pivot essentiel pour notre pays, en permettant le transport des gens et des biens sur l'ensemble du vaste territoire de notre pays, tout en soutenant les économies locales et régionales. Ces réseaux de transport sont essentiels pour défendre la force et l'intégrité de notre souveraineté économique.

Récemment, cette souveraineté économique a été mise à mal par les attaques américaines lancées dans le cadre de la guerre déclenchée par les États-Unis. Les membres d'Unifor sont aux premières lignes de cette guerre commerciale depuis la première heure. Alors que le président américain Trump intensifie ses tarifs douaniers axés sur la sécurité nationale et tente de contourner le verdict rendu par la Cour suprême américaine pour renverser ses tarifs douaniers illégaux, le Canada se retrouve à un point critique puisque de grands segments de notre économie sont exposés à de réels risques d'être frappés par de nouveaux tarifs douaniers toujours plus dommageables.

En ce moment même, le Canada devrait chercher à renforcer les mesures de protection pour les travailleuses et travailleurs canadiens ainsi qu'à solidifier sa base industrielle. Pourtant, nous constatons que le gouvernement fédéral s'apprête à accorder un contrat d'approvisionnement de 3 milliards de dollars à une entreprise effectuant sa fabrication aux États-Unis, privant ainsi les travailleuses et travailleurs canadiens des avantages économiques associés à cette occasion.

Le gouvernement fédéral est en passe de sélectionner la proposition gagnante pour le remplacement du parc ferroviaire pour les liaisons longues distances de VIA Rail. Ce projet est beaucoup plus qu'un simple contrat d'approvisionnement; il représente un investissement générationnel dans le système national de transport collectif canadien.

Unifor appuie la mise en place récente par le gouvernement du Canada d'une politique ambitieuse d'achat canadien. Cette politique doit offrir de nombreuses occasions pour les travailleuses et travailleurs canadiens.

Malheureusement, comme la politique ne touche que les appels d'offres pour des contrats d'approvisionnement fédéraux lancés après le 16 décembre 2025 et comme dans le cas de VIA Rail, ce processus a été entamé en 2024, nous comprenons que les nouvelles règles d'achat canadien ne s'appliqueront pas à ce contrat. Il est tout à fait illogique que le gouvernement fédéral annonce une politique d'achat canadien et, du même souffle, exempte de cette politique le plus important contrat d'approvisionnement ferroviaire de son histoire récente.

Les enjeux sont beaucoup trop importants dans le climat économique actuel pour risquer d'arriver à un tel résultat. C'est la création d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés qui est en jeu, dans une période où des milliers d'emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier en raison des tarifs douaniers imposés par le président Trump. L'enjeu est le renforcement de la demande pour l'aluminium et l'acier canadien, ainsi que la survie à long terme de l'industrie d'assemblage de voitures de trains qui représente l'une des pierres angulaires du secteur manufacturier canadien depuis plus d'un siècle. C'est aussi le type d'économie résiliente que les Canadiennes et Canadiens exigent et veulent créer qui est en jeu.

Soustraire le contrat de VIA Rail à l'application des règles d'achat canadien risque de faire en sorte que nous répétions l'erreur commise dans le processus d'approvisionnement profondément défaillant de 2018, où un contrat d'un milliard de dollars pour la flotte ferroviaire a été attribué à un constructeur étranger au détriment des options offertes ici même au pays. Ce processus a mené à l'acquisition d'un parc ferroviaire coûteux composé de véhicules reconnus pour leur incapacité à supporter la rigueur des hivers canadiens, contribuant ainsi à des annulations et des perturbations fréquentes des itinéraires de VIA Rail. Nos membres ont directement été témoins des difficultés associés au travail dans des trains qui ne fonctionnent tout simplement pas.

Malgré ces problèmes, le gouvernement fédéral s'est placé en position de répéter les erreurs du passé.

Le Canada fait face à une crise sans précédent, alors que notre souveraineté même est menacée quotidiennement par une administration américaine qui n'a démontré absolument aucune ouverture aux compromis ou à la réciprocité. Les politiques d'achat américain comprennent des mesures rigoureuses qui visent à protéger la construction de voitures de trains américaines en restreignant l'accès au marché américain pour le matériel roulant construit au Canada.

Pour lutter efficacement contre les menaces envers notre sécurité économique, les outils indispensables comme la politique d'achat canadien doivent pouvoir faire l'objet d'ajustements. Ces outils doivent notamment pouvoir s'appliquer à des contrats d'approvisionnement comme celui des trains de VIA Rail, de façon à faire en sorte que le Canada contribue à renforcer ses capacités de production intérieures, tout en faisant profiter les travailleuses et travailleurs canadiens des avantages de ces contrats.

Monsieur le Premier Ministre, votre gouvernement se trouve devant un choix clair : accorder la priorité à la construction de véhicules de transport au Canada ou délocaliser les emplois aux États-Unis.

Ne laissons pas les échéanciers arbitraires et les technicités fonctionnelles nous empêcher de créer de bons emplois ici même au pays. Ne laissons pas un contrat d'approvisionnement d'une valeur de 3 milliards de dollars filer au sud de la frontière. Mettons à profit l'argent des contribuables ici même au Canada, pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent construire les voitures de trains qui assurent le lien d'un bout à l'autre du pays.

Nous croyons que le moment n'a jamais été aussi propice pour développer nos capacités et nos chaînes d'approvisionnement manufacturières canadiennes, et ainsi protéger les emplois au Canada. En choisissant de construire le parc ferroviaire de VIA Rail, ici même au Canada, vous opteriez pour investir dans la force et la fiabilité d'un service national de transport ferroviaire de passagers qui transportera plusieurs générations de Canadiennes et de Canadiens. Vous investiriez également dans la création d'une économie canadienne plus résiliente.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lana Payne', with a stylized, cursive script.

Lana Payne
Présidente nationale

c.c. Steven Mackinnon, ministre des Transports
Mélanie Joly, ministre de l'Industrie
François-Philippe Champagne, ministre des Finances

/cccope343